

25 avril 2006 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les priorités de la politique industrielle, notamment en matière d'innovation et de recherche, à Paris le 25 avril 2006.

Monsieur le Premier ministre,

Messieurs les Ministres,

Monsieur le Président de l'Agence de l'Innovation Industrielle, cher Jean-Louis BEFFA,

Mesdames et Messieurs les élus,

Mesdames et Messieurs,

Dans un monde où la compétition s'accélère, entre les entreprises, entre les nations, entre les continents, la science et l'innovation sont les clefs du progrès, de la croissance et de l'emploi. Nous avons des atouts majeurs : nos chercheurs, nos ingénieurs, nos entrepreneurs, et donc notre capacité à innover, notre capacité à nous mobiliser. Mais nous n'avons pas de temps à perdre : parmi les trente entreprises mondiales qui investissent le plus dans la recherche, on ne compte à ce jour qu'une seule entreprise française. La Chine aura demain un million de chercheurs : cinq fois plus que la France. Les Etats-Unis et le Japon sont engagés dans une course mondiale à la primauté dans le domaine des nouvelles technologies.

Ce grand défi, nous nous sommes mis en situation de le relever avec une politique nouvelle fondée sur une recherche fondamentale de pointe et avec un territoire irrigué par des pôles d'excellence et avec la capacité d'investir dans des projets de dimension mondiale et hautement technologiques.

L'effort de la nation pour la recherche est sans précédent. La loi de programme pour la recherche a été adoptée il y a quelques jours, et tous les décrets d'application doivent être pris avant la rentrée prochaine.

Cette loi donne à nos chercheurs des moyens à la hauteur des enjeux : par rapport à 2004, près de 20 milliards d'euros supplémentaires seront alloués sur la période 2005-2010.

La loi met également en place les conditions d'une meilleure gestion de notre système de recherche, d'une culture de projet, d'une évaluation indépendante, transparente et suivie d'effet. Elle va permettre à nos structures de recherche et d'enseignement supérieur universités, organismes, grandes écoles- de mieux coopérer, pour bâtir ensemble des centres d'excellence dotés d'une visibilité mondiale.

Le deuxième axe de notre politique vise à donner à tous nos territoires les moyens d'une ambition industrielle européenne et mondiale. Aujourd'hui, les 66 pôles de compétitivité entrent en phase opérationnelle. Nous allons y consacrer 1,5 Mds d'euros de 2006 à 2008.

Nous engageons, en parallèle, un effort massif en faveur des petites et moyennes entreprises innovantes qui sont le maillon essentiel de notre tissu industriel. Bâtissant sur les fondations posées depuis 2002 -la jeune entreprise innovante, la création d'Oséo- nous accélérons l'effort, en mettant en place, dès juillet prochain, un fonds de 2 Mds d'euros, chargé d'investir dans la création et le développement des petites et moyennes entreprises.

Enfin, je demande au gouvernement, dans la perspective de la prochaine loi de Finances, de créer les conditions permettant un plus fort développement en France des investisseurs providentiels, ceux qu'on appelle les "business angels".

*

Troisième pilier de cette nouvelle politique industrielle : les grands projets. Ceux qui nous permettront d'inventer les procédés, les applications, les produits de demain. Ceux qui vont renforcer l'excellence de notre industrie et de nos services, pour créer de nouveaux emplois hautement qualifiés.

L'outil essentiel, le catalyseur, c'est l'Agence de l'innovation industrielle, qui nous rassemble aujourd'hui.

Conçue il y a seulement un an, sur la base des travaux de Jean-Louis BEFFA, que je remercie chaleureusement et que je salue ici, mise en place en août dernier, elle lance aujourd'hui ses premiers grands projets.

Elle bénéficie des moyens pour agir. L'Agence a, dès aujourd'hui, la capacité d'engager 2 Mds d'euros. C'est un changement d'échelle qui traduit la priorité accordée par la nation à l'innovation et à l'industrie.

L'Agence change aussi la donne par les principes qui guident son action : d'abord, l'ambition mondiale, pour renouer avec les grands programmes, en prise avec les défis technologiques de notre temps, ensuite, l'association étroite de l'Etat et du marché, avec la règle du partage systématique du risque, également, la confiance accordée aux partenaires industriels, à qui revient l'initiative des projets, enfin, la mise en réseau de tous les acteurs, PME et laboratoires, autour des grandes entreprises, qui ont un rôle à la fois moteur et facilitateur.

Le conseil de surveillance de l'Agence s'est réuni il y a quelques jours pour approuver les premiers grands projets. Les contrats pourront bientôt être signés avec les entreprises, après l'agrément de la Commission européenne.

Ces grands programmes se concentrent sur des défis technologiques essentiels pour notre avenir. C'est le traitement numérique de l'information et l'accès facilité aux contenus multimédias avec Quaero, ce grand projet franco-allemand bâti autour de Thomson, de France Télécom et d'Exalead. Face à la croissance exponentielle de l'industrie des moteurs de recherche, il fallait que la France, avec ses partenaires allemands et demain, je l'espère, européens, soit à la hauteur de cet enjeu majeur.

Il faut aussi répondre à l'émergence de la télévision numérique grâce au satellite, avec le programme "télévision mobile sans limites", qui associe Alcatel, Safran, et nos meilleurs laboratoires, issus du CEA, du CNRS ou de l'INRIA.

Il faut relever le défi de l'après-pétrole et du développement durable, avec le véhicule diesel hybride proposé par PSA, Michelin et Valéo. Avec le métro automatique de nouvelle génération de Siemens et Lohr. Avec le programme particulièrement innovant de bâtiment écologique, promu par Schneider, Somfy et leurs partenaires.

Il faut enfin saisir l'opportunité majeure que représente la valorisation de nos ressources agricoles, avec le programme de bio-raffinerie végétale, proposé par l'entreprise Roquette et d'autres industriels, comme Metabolic Explorer.

Une dynamique nouvelle est lancée. Une trentaine d'autres projets seront examinés par l'Agence d'ici la fin de l'année. Je pense en particulier aux projets franco-allemands "Iseult" d'imagerie de très haute précision pour mieux comprendre le fonctionnement du cerveau et au projet "Biophotonique", destiné à développer de nouveaux outils d'interaction avec la lumière pour la dermatologie et pour les cosmétiques.

Les industriels sont au rendez-vous. Je les invite à se mobiliser encore davantage, et à voir encore plus grand, pour élaborer les technologies de rupture qui permettront à l'Europe de faire la différence.

Cette Agence de l'Innovation Industrielle, nous avons voulu la doter d'emblée d'une dimension européenne. Nous voulons l'ouvrir à tous nos partenaires et entraîner la puissance et le talent de notre continent tout entier.

L'Agence est une pièce maîtresse pour la refondation d'une politique industrielle européenne, objectif pour lequel la France et l'Allemagne, agissent sans relâche. Avec la nouvelle politique énergétique que nous avons décidée en mars dernier au Conseil européen de Bruxelles, avec le mémorandum pour une politique européenne du numérique que la France va proposer à ses

partenaires, l'Europe renoue avec la grande politique industrielle qui a été l'un de ses fondements d'origine et qui est aujourd'hui l'une de ses nouvelles frontières.

J'invite la Commission à redoubler d'efforts pour que tous les pays européens s'engagent dans cette voie. Je l'invite aussi à finaliser très rapidement, avec la Banque Européenne d'Investissement, la "Facilité Recherche", ce mécanisme de financement innovant, que j'ai proposé lors du dernier conseil et qui doit nous permettre d'engager 30 Mds d'euros supplémentaires de projets sur la durée du prochain budget européen. Ce qui consiste à doubler l'effort de recherche européen dans ce domaine.

Mesdames et Messieurs,

A un moment où certains s'interrogent sur le dynamisme de l'Europe et de la France, où certains esprits ne voient son avenir que comme un pays-musée, la France fait résolument le choix de la science, de l'innovation, de l'industrie. C'est une mobilisation humaine et un effort financier sans précédent. C'est la clef de l'emploi et de la croissance durable. C'est la meilleure réponse aux délocalisations. C'est essentiel pour conserver le rang et le rayonnement de notre pays dans le monde, pour retrouver collectivement le goût du risque et la fierté d'innover. Je vous remercie.